

D-2024-302

ARRÊTE
portant interdiction temporaire
de circulation sur la route départementale n°13
PR 0+870 à PR 3+715
Commune de SERMOISE S/LOIRE
Hors agglomération

Le Président du conseil départemental,

VU la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et Régions,

VU le Code de la Route,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, 8^{ème} partie approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU la demande d'avis adressée au Maire de Nevers le 8 avril 2024,

VU la demande d'avis adressée au Maire de Challuy le 8 avril 2024,

VU l'avis favorable du Maire de Sermoise sur Loire en date du 8 avril 2024,

VU l'arrêté n° D 2023-993 du 22 septembre 2023, portant délégations de signatures au sein de la Direction générale adjointe de l'Aménagement et du développement des Territoires.

CONSIDÉRANT que pour permettre la destruction des corbeaux présents dans les arbres d'alignement sur la RD 13, il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur cette voie

A R R E T E

Article 1^r :

Pendant trois mercredis matin, dans la période du 17 avril 2024 au 22 mai 2024, la circulation de tous les véhicules sera interrompue sur la route départementale n° 13 entre les PR 0+870 et 3+715.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules sera déviée dans les 2 sens selon l'itinéraire suivant :

- RD 907A du PR 2+437 au PR 0+000,
- RD 907 du PR 74+261 au PR 71+621,
- RD 13 du PR 0+000 au 0+870,

Article 3 :

Pendant la durée d'exécution du chantier, les droits des riverains seront maintenus.

Article 4 :

La signalisation temporaire sera conforme à la 8ème partie de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins du Département (UTIR Val Ligérien) .

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Président du conseil départemental de la Nièvre, soit hiérarchique auprès de Monsieur le Préfet de la Nièvre, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal administratif de Dijon, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Nièvre,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Nièvre.
- Messieurs les maires de Nevers, Challuy et Sermoise-sur-Loire,

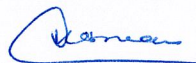
A Nevers, le 11 AVR 2024

Le Président du conseil départemental,

Pour le Président du conseil départemental

et par délégation,

Le Chef du Service Mobilités



Olivier CHESNEAU

Publié le 12 avril 2024

Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre

Sermoise sur Loire - RD 13

Route barrée

Déviation

